

3^{ème} BULLETIN EPT

Stratégie d'appui à la préparation des plans d'action EPT

Le BREDA a identifié deux modalités principales d'intervention auprès des pays membres dans la préparation de leurs plans d'action nationaux EPT.

Pour les pays disposant déjà d'un plan d'action national éducation et formation (36 sur 46 en Afrique), il existe une documentation importante, des orientations de politiques et des stratégies de développement pour l'ensemble du secteur éducatif et de formation. Il s'agira ici de compléter en cas de besoin la documentation qui existe par des études thématiques permettant de mieux éclairer les mesures de politiques à formuler pour l'EPT en cohérence avec le plan existant. Il sera dans ce cas utile de : 1) revoir le cadrage macro-économique à partir d'un modèle de simulation des flux scolaires ainsi que des besoins en ressources induites par la prise en compte des objectifs EPT, 2) relire le plan national éducation et formation par rapport aux objectifs EPT permettant de mettre en cohérence les dimensions EPT et les mesures initialement retenues pour les autres sous-secteurs. Au niveau institutionnel, les cellules de coordination EPT déjà en place doivent être renforcées au plan technique et informationnel et les ministères en charge de l'EPT en termes de leadership pour mieux mobiliser les autres partenaires de l'EPT.

Par contre, pour les Pays ne disposant pas d'un plan d'action national éducation et formation, le processus peut paraître plus long à réaliser. Dans certains cas comme au Niger, la première étape du processus de programmation a été axée sur l'enseignement de base couvrant la dimension EPT. Les pays qui n'ont pas encore de plan national et qui embrasse une programmation pour l'ensemble des sous-secteurs de l'éducation ont peu de chance de fournir un plan EPT d'ici septembre pour être pris en compte dans la réunion de MINEDAF VIII.

De façon opérationnelle, la stratégie d'appui du BREDA à la préparation des plans d'action nationaux EPT se situe à trois niveaux :

Au niveau international : Ce volet de la stratégie se traduit sous forme de renforcement des capacités des équipes nationales à travers des formations, ateliers et concertations diverses. Au nombre des actions engagées, il convient de citer : la réunion de Paris (septembre 2001), la réunion du FAPED (janvier 2002) et l'atelier de formation des journalistes de l'éducation (février 2002). Ces différentes actions ont bénéficié de l'appui de l'UNICEF, du FNUAP et de la Banque Mondiale. Par ailleurs, les capacités techniques de l'Unité en charge du suivi du cadre d'action de Dakar au BREDA, ont été renforcées par l'appui de la France, de la Banque Mondiale, du Danemark, du Luxembourg, du Nigeria et de la Gambie en termes de personnel qualifié (experts et experts associés).

Au plan régional : Des réunions de concertation du Forum régional et des forums sous-régionaux sont préconisées entre mars, avril et mai 2002 pour établir le point sur l'état d'avancement des travaux. Au cours de ces rencontres des outils techniques seront présentés pour soutenir les équipes nationales en charge de la préparation des PAN-EPT. C'est également des opportunités pour échanger les meilleures expériences entre les pays membres de la région et pour mettre en synergie les ressources rares disponibles.

Au niveau national : Avec la décentralisation des ressources du biennium, les bureaux Afrique de l'UNESCO disposent de moyens modestes pour soutenir les pays de la représentation dans la préparation des PAN-EPT. Ce processus sera développé en étroite collaboration avec les différentes représentations des parrains de l'EPT sur le terrain et sous la coordination de l'UNESCO.

Contact : M. Benoît Sossou
DFU / BREDA

Mission de relance des plans d'action nationaux EPT

Afin de faciliter l'élaboration des plans d'action nationaux EPT, le BREDA en collaboration avec les principaux partenaires au développement, a organisé en septembre 2001 à Paris, une réunion des coordonnateurs nationaux EPT des 46 pays d'Afrique au sud du Sahara.

De l'analyse faite de la situation que révèle une enquête rapide réalisée sur l'état d'avancement des plans d'action à la veille de cette rencontre, sur 42 pays ayant répondu aux questionnaires, il est apparu que seul le Sénégal a terminé et dispose d'un plan d'action EPT, 36 envisageraient de respecter l'échéance de septembre 2002.

Les raisons essentielles évoquées résident entre autres dans *le manque d'expertise, *l'insuffisance des ressources financières et *les difficultés institutionnelles quant à l'organisation du processus de l'EPT.

Pour permettre à ces pays de disposer de plans d'action nationaux EPT crédibles avant échéance prévue, le BREDA a initié des missions de relance au cours du mois de décembre pour dispenser un appui technique dans une douzaine de pays afin de faciliter le démarrage ou d'accélérer le processus de préparation desdits plans. Cette mission avait essentiellement pour but : *de prendre contact avec les autorités nationales en charge de l'EPT * d'apporter un appui technique à la coordination dans l'élaboration des PAN, *d'aider la coordination nationale EPT à mettre en place le mécanisme de suivi des activités, *d'identifier les difficultés majeures qui bloquent le processus de démarrage, *de discuter avec les partenaires rencontrés, de la stratégie d'appui à la préparation et l'élaboration des plans d'action, *de mener une consultation auprès des partenaires et des gouvernements, afin de faire aboutir la signature du protocole d'accord sur le l'EPT et *de formuler à l'attention des différentes parties les actions à prendre en vue d'aboutir à la réalisation des plans d'action.

Il ressort de l'exploitation du rapport de mission que : 10 pays sur les 13 visités disposent d'un plan national d'éducation et de formation et procèdent à un réajustement desdits plans pour la prise en compte des objectifs de l'EPT ; 12 pays ont fini la mise en place du dispositif administratif ; 2 pays ont signé le protocole d'accord et 1 pays (Sénégal) a fini son plan EPT.

D'une manière générale, les difficultés auxquelles sont confrontés les pays sont essentiellement de trois ordres : *le manque d'appui financier et technique, *un déficit d'information et de documentation relative au processus EPT, et surtout *une absence d'engagement au niveau des gouvernements et des principaux partenaires au développement.

La situation actuelle telle que présentée ci-dessus montre d'une part, l'importance des missions de relance qui ont eu beaucoup d'échos favorables et d'autre part, le progrès réalisé par les pays ayant bénéficié desdites missions.

L'impact des missions de relance s'articule autour des points suivants : i) la plupart des coordonnateurs des pays visités ont été mieux positionnés auprès de leurs autorités respectives, ii) les gouvernements et partenaires ont été relancés, iii) les informations sur l'EPT ont été mieux diffusées auprès de ces derniers, iv) des plans de travail, des projets de textes et structures techniques ont été initiés, et v) la rédaction de projet de protocole d'accord entre gouvernements et partenaires EPT.

Ces résultats démontrent la nécessité de multiplier les missions d'appui technique auprès des équipes de coordination pour impulser la dynamique du processus EPT. Mais tout cela nécessite la mobilisation de ressources supplémentaires, un engagement collectif et constant de toutes les parties concernées (gouvernements, partenaires, coordinations nationales, les équipes de suivi, sociétés civiles...) dans un partenariat renforcé.

K. Abdon SOFONNOU
DFU / BREDA

CAMEROUN

Le Plan d'action EPT du Cameroun est en cours de finalisation. Quatre rencontres de travail ont été organisées pour permettre à l'équipe de rédaction de finaliser la partie analytique du document. Le Cameroun compte disposer de son Plan EPT avant le Forum sous-régional de l'EPT qui se tient à YAOUNDE du 22 au 25 avril 2002. L'équipe de rédaction a toujours bénéficié du soutien du Système des Nations Unies au Cameroun (en particulier des parrains de l'EPT) et du Gouvernement Camerounais.

CENTRAFRIQUE

La rédaction du Plan EPT en Centrafrique a démarré timidement à cause du manque de moyens financiers. Une note d'information sur l'EPT auprès du Gouvernement, de l'Assemblée nationale et à la Radio pour le public a connu des résultats sensibles notamment l'ouverture sur le budget de l'Etat pour l'exercice 2002 d'une ligne EPT d'un montant de 10.000.000 FCFA.

Après la mission de Monsieur Paul Mpayimana, Expert en Education au Bureau de l'UNESCO YAOUNDE, à Bangui sur la sensibilisation et la mobilisation des Parrains EPT et du Gouvernement, une réunion de soumission du protocole d'accord sur l'EPT a été organisée au Cabinet du Ministre de l'Education nationale le mercredi 09 janvier 2002. La Commission nationale pour l'UNESCO, le FNUAP, l'UNICEF, la Banque Mondiale ont pris part à cette réunion. Ce Protocole d'accord vient d'être signé par les Parrains EPT et le Gouvernement de Centrafrique. En ce moment, le Plan EPT est en cours de rédaction.

COMORES

Le vendredi 15 mars 2002, a été signé, au Ministère de l'Education Nationale, le Protocole d'accord sur le Plan directeur de l'Education et de la Formation et le PNA-EPT. De bonnes perspectives se dégagent quant au financement du processus. L'Union Européenne s'y est notamment fortement engagée. Cette organisation a convenu avec le Gouvernement comorien de retenir l'Education comme secteur prioritaire en y apportant, dans le cadre du 9ème FED, un financement de 16 millions d'euros, soit environ 08 milliards de francs comoriens. L'Union Européenne se place parmi les parrains de ce processus. Enfin, la France, l'OMS, l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et autres partenaires bilatéraux et multilatéraux, se joignent à ce mouvement, du fait de leurs relations privilégiées avec le Ministère de l'Education Nationale des Comores, et compte tenu de la priorité qu'ils accordent à l'éducation. A cette fin, le protocole précise le cadre de coopération entre les différentes agences sus mentionnées.

Contact : Amroine Darkaoui
Comores
adarkaoui@hotmail.com

MALAWI

Une session de travail sur l'Education pour tous (EPT) a eu lieu du 26 au 29 novembre 2001, à Mangochi, au Malawi. Elle a réuni plus d'une centaine de délégués représentant une large palette de parties prenantes et de partenaires impliqués dans le développement de l'éducation, y compris des ONG, des communautés religieuses et des partenaires de coopération. Étaient également présents des parents d'élèves, des enseignants, des étudiants, des élèves et tout le staff du système éducatif à savoir : le Secrétaire principal pour l'éducation de base, le Secrétaire au Ministère des personnes handicapées, les Directeurs de l'enseignement au Ministère de l'éducation et les Responsables de l'enseignement dans les départements et districts académiques.

Cette session de travail a été officiellement ouverte par son Excellence M. George Nga Mtufu, Ministre de l'éducation, des Sciences et des Technologies, membre du Parlement. Des exposés portant sur des questions importantes concernant l'évaluation des programmes d'enseignement au Malawi ont été faits.

Les participants ont disposé d'une base sur laquelle ils peuvent élaborer le programme d'action national EPT, prenant en compte les six objectifs de l'EPT. Il a été reconnu le besoin d'améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage ; cette question a été considérée comme étant l'un des points fondamentaux à faire figurer dans le programme d'action EPT (formation des enseignants avant et pendant leur carrière, motivation des enseignants, fourniture de matériels d'apprentissage et d'enseignement, fourniture d'équipements et réduction du ratio élèves/enseignants). La question des personnes ayant des besoins pédagogiques particuliers a également été examinée dans une perspective plus large. Enfin, les participants ont élaboré et défini des programmes d'action permettant d'inclure dans la campagne de l'Education pour Tous la scolarité polycyclique, le développement du jeune enfant, l'enseignement et l'alphabétisation pour adultes ainsi que des formes non traditionnelles d'enseignement pour les jeunes non scolarisés.

Les participants ont également constaté que le Malawi avait déjà effectué un important travail préliminaire nécessaire à la formulation d'un programme d'action de l'Education pour Tous en adoptant des instruments tels que le Plan directeur pour le secteur de l'Education (PIF) qui s'étend de 2000 à 2012 et la Stratégie pour la lutte contre la pauvreté (PRSP).

Contact : David Mulera
Pour : Le Secrétaire Exécutif par intérim
mnatcom@malawi.net

WINDHOEK

Le premier atelier du Forum national EPT a eu lieu à Windhoek, le 6 mars 2002. Il a été organisé par le coordonnateur de l'EPT en collaboration avec le directeur de l'application des programmes pédagogiques (EPI) du Ministère de l'Education de base, du Sport et de la Culture et la Commission nationale namibienne pour l'UNESCO. Les résultats attendus étaient :

- une meilleure compréhension des questions portant sur l'EPT ;
- un accord sur les mesures à prendre afin d'élaborer un programme d'action national en matière d'Education pour tous; et
- un projet de protocole d'accord entre le Gouvernement et les agences sœurs afin de soutenir l'EPT en Namibie.

Son Excellence Mme Elizabeth Amukugo, membre du Parlement, est intervenue sur l'initiative du Forum des parlementaires africains pour l'éducation (FAPED), lancée à Dakar, en janvier 2002. Dans son exposé, elle a exhorté les parlementaires à prendre part au débat sur l'éducation, étant donné que ce sont eux qui adoptent les lois, prennent des décisions au niveau national et contrôlent leur exécution.

Aune Naanda de l'UNESCO a fait un exposé sur le rôle de son organisation dans ce domaine. En insistant principalement sur les six objectifs de l'EPT, elle a souligné également les défis que rencontre l'Afrique, les problèmes de partenariat à l'échelle nationale et l'importance d'un protocole d'accord entre les agences sœurs soutenant l'EPT et le Gouvernement de la République de Namibie.

M. Robert West, Ministre de l'éducation de base, du sport et de la culture, a présenté une évaluation du programme de l'EPT en Namibie. Dans son exposé, il a déclaré que la Namibie était très avancée dans la mise en œuvre de ce programme.

M. West a fait observer que le Plan du ministère de l'éducation de base, du Sport et de la Culture pour 2001 – 2006, constituait un excellent point de départ pour l'élaboration d'un plan national EPT, car il prend en compte les six objectifs de l'Education pour Tous. Il a suggéré qu'en raison du temps limité, le Forum se penche sur les documents et plans de politique générale existants, y compris le plan national de lutte contre la pauvreté, la Vision 2030 afin d'élaborer un plan pour l'EPT, qui doit, bien entendu, être lié au Plan du ministère.

M. T. Kamupingene, coordonnateur, s'est exprimé sur les mesures à prendre pour mettre au point un plan pour l'EPT. Un calendrier et un comité de rédaction composé de huit membres ont été proposés. Ce comité a été chargé de rédiger le protocole d'accord (MOU), qui devrait être finalisé dès que possible. Les réunions nationales des participants au Forum seraient organisées rigoureusement tous les trimestres. La prochaine grande réunion se tiendra en juin 2002.

Contact : Aune Naanda
UNESCO Windhoeck

Séminaire portant sur «l'égalité des sexes en matière d'éducation de base : les grands obstacles à la réalisation des objectifs de l'EPT définis à Dakar»

Du 17 au 22 février 2002, a eu lieu à Accra, au Ghana, un séminaire portant sur «l'égalité des sexes en matière d'éducation de base : les grands obstacles à la réalisation des objectifs de l'EPT définis à Dakar ».

Ce séminaire a été organisé dans le cadre de l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles, partie intégrante du programme d'action de Dakar et conçue pour les pays de la CEDEAO afin de mettre sur pied un réseau de points focaux EPT responsables des questions de genre et chargés de renforcer et d'appuyer les actions des pays dans leur effort pour parvenir à l'égalité des genres et supprimer les disparités entre les sexes, tel que formulé dans les objectifs EPT définis à Dakar.

Lors du séminaire, le point a été fait sur l'état de l'éducation des femmes et des filles dans les douze pays participants, les réseaux actuels de coopération régionale et les expériences pertinentes en Asie, les besoins des pays de la CEDEAO et les activités sous-régionales, afin d'aider les pays à élaborer des programmes nationaux avant 2002 et, notamment, de réaliser les objectifs EPT définis à Dakar.

Les conclusions du séminaire se présentent comme suit :

Premièrement, il existe encore, dans de nombreux pays de la CEDEAO, d'importants obstacles sociaux, culturels et économiques, et des pratiques discriminatoires qui empêchent les filles et les femmes d'exercer leur droit à l'éducation.

Deuxièmement, des besoins ont été formulés afin d'améliorer et de renforcer au niveau national et sous-régional la coordination, la coopération et le partage des informations ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre des politiques dans le but de réaliser le programme d'action défini à Dakar.

Troisièmement, les participants ont exprimé leurs préoccupations au sujet des pratiques, des conditions de scolarité et de l'environnement de l'apprentissage préjudiciables aux femmes ; une attention particulière devrait être accordée à ces filles et ces femmes vivant dans des conditions particulièrement difficiles et dans des zones éloignées.

Enfin, le rôle des médias a été examiné dans le cadre de la sensibilisation ainsi que dans la fourniture des services pédagogiques.

L'UNESCO BREDA, en tant que Bureau régional pour l'éducation, est censé jouer un rôle actif dans le réseau de coopération sous-régionale.

Contact : Akiko Takahashi
Expert associé
LBE / BREDA

Forum africain des parlementaires pour l'éducation (FAPED)

Du 21 au 23 janvier 2002, le Forum africain des Parlementaires pour l'Education (FAPED) a eu lieu à Dakar. Il s'agit d'une réunion regroupant neuf pays africains (Cameroun, Cap Vert, Kenya, Maroc, Maurice, Namibie, Nigeria, Sénégal et Soudan) qui se sont rencontrés pour favoriser la création d'un cadre d'échange d'expériences et de coopération entre parlementaires pour atteindre les objectifs de l'éducation pour tous (EPT).

Ce Forum est une initiative de l'Assemblée Nationale du Sénégal et de celle de l'Ile de Maurice fortement soutenu par l'UNICEF, le FNUAP, le PNUD, la Banque Mondiale, l'OUA, l'ADEA, l'UPA et l'UNESCO. Il a permis aux parlementaires de faire le suivi des Conférences Internationales (Jomtien, Salamanque, Dakar, MINEDAF).

Ses objectifs sont les suivants :

- Renforcer les capacités des Parlementaires en faveur d'une augmentation des ressources budgétaires allouées à l'éducation ;
- Exercer un contrôle plus important sur les politiques éducatives des gouvernements ;
- Défendre les besoins éducatifs des collectivités locales ;
- S'assurer du bon suivi des recommandations issues des conférences internationales ayant trait à l'éducation ;
- Promouvoir la coopération interparlementaire africaine en matière d'éducation.

Au cours de ce forum, le droit et l'éducation au 21^{ème} siècle, le nouveau Partenariat pour le Développement de Afrique (NEPAD), le projet de statut du FAPED, ont été entre autres débattus.

Une deuxième réunion de ce groupe aura lieu en mai 2002 à Port Louis (Maurice). L'Assemblée Générale Constitutive est prévue en décembre 2002 en marge de la Conférence des Ministres de l'Education d'Afrique (MINEDAF VIII). Les orientations du Forum ainsi que son programme d'action seront définis lors de cette rencontre.

Atelier de formation des journalistes de l'Education

L'UNESCO, l'UNICEF et PANAPRESS ont co-organisé du 18 au 22 février 2002, un séminaire de formation des journalistes de l'Education ouvert à dix (10) pays africains: Cameroun, Centrafrique, Comores, Côte d'Ivoire, Libéria, Kenya, Mali, Maurice, Sénégal et Zambie, et des expertes du système des Nations unies et des diverses ONG et Associations.

Cet atelier s'inscrit dans le cadre du Forum de Dakar sur l'éducation (avril 2000) où l'utilisation des nouvelles Technologies de l'information et de la Communication (NTIC) a été identifiée pour l'atteinte des objectifs de l'éducation pour tous (EPT).

Pour cette raison, le système des Nations Unies en général, l'UNICEF et l'UNESCO en particulier, ont initié, en collaboration avec PANAPRESS un projet de médiatisation dont la première phase comporte la formation des journalistes aux concepts de l'éducation, la sensibilisation aux divers problèmes liés à l'éducation et l'information sur les stratégies mises en place pour les résoudre.

Diverses communications ont été présentées sur les principales dimensions de l'EPT et leurs relations avec les médias comme stratégies de lutte contre la non scolarisation des filles et la lutte contre le VIH/SIDA en Afrique. Ainsi, les médias sont devenus des partenaires indispensables pour l'EPT et jouent un rôle important dans la dissémination de l'information au niveau local, national afin de mobiliser tous les acteurs pour la réussite du processus EPT.